- 48. Le billet donné au créancier qui cautionne la composition a une cause légale.
- 49. Les billets donnés au sujet de la décharge ne sont pas nuls entre les mains des tiers de bonne foi. —Lois de faillite en Angleterre, et lois de faillite du Canada.
- 50. La loi ne défend pas au failli de s'engager, après sa décharge, à payer la balance qu'il doit encore à ses créanciers.
- 27. "Le contrat sans considération, ou fondé sur une considération illégale, est sans effet," dit l'art. 989 de notre C. civ.
- "La considération est illégale, quand elle est prohibée par la loi, ou contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public," art. 990.
- "L'erreur, la fraude, la violence ou la crainte, et la lésion sont des causes de nullité des contrats, sujettes aux restrictions et règles contenues en ce Code," art 991.

Mais, "l'erreur, le dol, la violence ou la crainte ne sont pas des causes de nullité absolue," dit l'art. 1000. "Elles donnent seulement un droit d'action, ou une exception pour faire annuler ou rescinder les contrats qui en sont entachés."

En effet, dans tous ces cas, le contrat a été fait par une personne capable, qui a donné un consentement, bien qu'entaché d'un vice qui permet de demander la rescision du contrat. Mais cette demande n'est plus recevable après un délai de dix ans, (art. 2258); le contrat se trouve ratifié alors tacitement; il peut aussi se ratifier expressément, car rien n'empêche les parties d'y donner effet.

Mais, il n'en est pas de même du contrat absolument nul comme contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public, ou parce qu'il est prohibé par la loi (990, C. C.)

La nullité, dans ces cas, est proposable par toute personne intéressée; elle est proposable pendant trente ans; elle n'est susceptible de s'effacer par aucune ratification ou confirmation. (1)

En outre, "on ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public ou les bonnes mœurs." (Art. 13, C. C.)

⁽¹⁾ Demolombe, Oblig., vol. 1, No. 381.